

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2161>



# SANTE - L'Info du 3 au 9 juillet 2023

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 18 juillet 2023

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

## **Les superlatifs ne suffisent plus à décrire la dégradation de l'accès aux soins, à l'hôpital, en ville ...**

Devant la défaillance des services d'urgence, la population, les élus, les soignants se mobilisent, comme à Laval ce samedi ou à Périgueux mardi prochain.

La régulation par les centres 15 ne règle rien : l'embouteillage des urgences n'est pas dû aux personnes pouvant être prises en charge ailleurs, mais bien à celles qui doivent être hospitalisées et stagnent sur des brancards, faute de lits dans les services d'aval. Repousser leur admission à l'hôpital de quelques heures ou jours en compliquant le circuit, c'est prendre le risque d'aggraver leur cas, c'est une angoisse supplémentaire pour elles et leurs familles. Il faut rouvrir des lits !

Mais le personnel manque, les médecins continuent à quitter l'hôpital public !

C'est un véritable appel au secours que la grève des médecins hospitaliers du début de semaine : dans le désordre, avec selon les syndicats un appel à la grève le 3 ou le 4, mais une grève très majoritairement suivie. La réaction ministérielle n'a fait que confirmer ce qui avait été la cause de la rupture des négociations comme témoigne le SNPHAR-E « Le cabinet du ministre nous a informé qu'il n'y a aucun moyen supplémentaire ».

Il y a urgence à rapprocher les conditions de revenus des médecins hospitaliers de ceux des établissements privés, à rapprocher aussi les conditions de travail, mieux partager la pénibilité, et le laisser-faire du gouvernement au détriment du service public témoigne de sa volonté de favoriser le secteur privé tout en accroissant les restes à charge pour la population.

Si le cabinet du ministre, sous contrôle de Bercy, du ministère des finances, ne sait où trouver des moyens supplémentaires, majoritairement les citoyens savent où trouver cet argent, par exemple en supprimant les milliards d'exonérations de cotisation des grandes entreprises : ils veulent une autre répartition des fruits de leur travail ! Le projet de loi de financement 2024 de la Sécurité Sociale devra en tenir compte pour donner aux hôpitaux les moyens de leur fonctionnement, de quoi mieux payer leurs personnels, pour créer aussi les conditions d'un vrai service public de soins de proximité.

Et il devra changer d'orientation et mieux rembourser les soins en allant vers une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale, plutôt que de désengager celle-ci au profit des complémentaires, inégalitaires. C'est le sens d'une grande campagne décidée à Lure pour que le PLFSS 2024 réponde aux besoins de la population et dans laquelle notre Coordination prendra toute sa place.

Michèle Leflon